

## TRADUCTION

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 97 — 354

[97/35199]

**4 FEVRIER 1997. — Décret modifiant le décret du 28 janvier 1977  
relatif à la protection de la dénomination des voies et places publiques (1)**

Le Parlement flamand a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle une matière telle que visée à l'article 127 de la Constitution.

**Art. 2.** A l'article 4, 1<sup>o</sup>, du décret du 28 janvier 1977 relatif à la protection de la dénomination des voies et places publiques, la phrase suivante est ajoutée;

« Exception est faite pour la correction des fautes de langue et d'orthographe, pour laquelle un simple avis de la commission provinciale de Toponymie suffit pour exécuter l'adaptation précitée; ».

**Art. 3.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 février 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,

L. MARTENS

(1) *Session extraordinaire 1995 :*

*Document. — Proposition de décret : 104 - N° 1.*

*Session 1996-1997 :*

*Document. — Rapport : 104 - N° 2.*

*Annales. — Discussion et adoption. Séances du 15 janvier 1997.*

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

[S - C - 96/29403]

F. 97 — 355

**7 OCTOBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, modifiée en dernier lieu par le décret de la Communauté française du 22 décembre 1994;

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, modifié en dernier lieu par le décret de la Communauté française du 10 avril 1995;

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, modifié par les décrets du 22 décembre 1994 et du 10 avril 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1<sup>er</sup> février 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire supérieur, dispensé dans les instituts techniques de l'Etat dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 31 mars 1981;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans les écoles techniques secondaires inférieures et les écoles professionnelles secondaires dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 24 mai 1977;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, modifiées par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence,

Considérant que les mises en disponibilité par défaut d'emploi et les réaffectations en découlant doivent être réalisées en début d'année scolaire; qu'afin de permettre aux Pouvoirs organisateurs de prendre les dispositions qui s'imposent en temps utile, il importe d'adopter sans tarder la réglementation en ces matières;

Sur la proposition du Ministre chargé du Budget, des Finances et de la Fonction publique, ayant par ailleurs la Promotion sociale dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 7 octobre 1996,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 9, § 3, de l'arrêté précité est modifié comme suit :

« L'ancienneté de service et l'ancienneté de fonction sont calculées suivant les modalités fixées à l'article 85, a, b, d, e, f, et à l'article 39, c de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargés de la surveillance de ces établissements. »

**Art. 2.** L'article 12, § 1<sup>er</sup>, est complété par les mentions suivantes : « au sein de l'établissement où l'affectation a eu lieu. ».

**Art. 3.** L'article 12, § 2, est complété par les mentions suivantes : « dans le respect des règles de pondération. »

**Art. 4.** L'article 17, § 1<sup>er</sup>, est modifié comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Tout membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge est tenu d'accepter une réaffectation jusqu'à concurrence du nombre de périodes perdues et dans le respect des règles de pondération, quel que soit le nombre d'établissements dans lesquels il est appelé à effectuer des prestations si l'emploi lui est offert :

1° par le Pouvoir organisateur qui a placé le membre du personnel en disponibilité ou l'a déclaré en perte partielle de charge;

2° par le Pouvoir organisateur qui a repris l'établissement où ce membre du personnel est mis en disponibilité ou a été déclaré en perte partielle de charge.

Toutefois, le membre du personnel peut décliner une offre d'emploi qui se présenterait dans un établissement situé dans une autre commune que celle où il a été mis en disponibilité et qui serait offerte à plus de 25 km du domicile de l'agent et qui entraînerait pour ce dernier une durée de déplacement supérieure à quatre heures par jour, à l'aide des transports en commun.

Pour l'application de l'alinéa 2, les dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale sont considérées comme formant une commune.

Il ne pourra toutefois revendiquer ultérieurement les emplois qu'il aurait déclinés en vertu de l'alinéa 2. »

**Art. 5.** L'article 17, § 8, est modifié comme suit :

« § 8. 1° Si un emploi temporairement vacant se présente auprès du Pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause et que celle-ci occupe déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre Pouvoir organisateur ou du même Pouvoir organisateur; elle est autorisée à y rester.

2° Si un emploi définitivement vacant se présente auprès du Pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause et que celle-ci occupe déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre Pouvoir organisateur ou du même Pouvoir organisateur; elle est tenue d'accepter le nouvel emploi vacant offert.

Elle ne pourra cependant prendre ses fonctions qu'au terme de l'année scolaire, sauf s'il y a accord des deux Pouvoirs organisateurs pour réaffecter la personne immédiatement. »

**Art. 6.** Le présent arrêté est en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1996.

**Art. 7.** Le Ministre ayant l'enseignement de Promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 octobre 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 97 - 355

[S - C - 96/29403]

7 OKTOBER 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit d.d. 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, laatst gewijzigd bij decreet d.d. 22 december 1994;

Gelet op het decreet van 16 april 1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie laatst gewijzigd bij decreet van 10 april 1995;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan;

Gelet op het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij decreten van 22 december 1994 en 10 april 1995;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap dd. 16 januari 1995;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, van het kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 16 januari 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, laatst gewijzigd bij besluit van de Executieve d.d. 1 februari 1993;

Gelet op het besluit van de Regering d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie, laatst gewijzigd bij haar besluit van 19 juli 1993;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs verstrekt in de technische instituten van het Rijk waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij ministerieel besluit van 31 maart 1981;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in de scholen voor lager secundair technisch onderwijs en vakonderwijs waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij ministerieel besluit van 24 mei 1977;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en de daaruit voortvloeiende reffectaties in het begin van het schooljaar moeten plaatsvinden, zodat de regeling ter zake onverwijld getroffen moet worden om de inrichtende machten in staat te stellen, tijdig de nodige maatregelen te treffen;

Op de voordracht van de Minister, belast met Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken, bevoegd voor sociale promotie;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 7 oktober 1996,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 9, § 3, van bovenvermeld besluit d.d. 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling, de reffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel onderwijs voor sociale promotie wordt als volgt gewijzigd :

« De dienst- en de ambtsanciënniteit worden berekend volgens de bepalingen van artikel 85, a, b, d, e, f en artikel 39, c van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen. »

**Art. 2.** Artikel 12, § 1, wordt aangevuld met de volgende woorden : « in de inrichting waar de aanstelling plaatsvindt. ».

**Art. 3.** Artikel 12, § 2, wordt met de volgende woorden aangevuld : « met inachtneming van de wegingsregels ».

**Art. 4.** Artikel 17, § 1, wordt als volgt gewijzigd :

« § 1. Elk personeelslid dat ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking of zijn opdracht gedeeltelijk heeft verloren, is verplicht een reffectatie te aanvaarden ten belope van het aantal verloren lestijden en met inachtneming van de wegingsregels, wat het aantal ook moge zijn van de inrichtingen waar hij prestaties moet uitvoeren indien de betrekking hem wordt aangeboden :

1° door de inrichtende macht die het personeelslid ter beschikking heeft gesteld of hem een deel van zijn opdracht heeft onttrokken.

2° door de inrichtende macht die de inrichting overgenomen heeft waar het ter beschikking gesteld werd of een deel van zijn opdracht verloor.

Het personeelslid mag echter een werkaanbod afwijzen dat zich zou voordoen in een inrichting gelegen in een andere gemeente dan die waar hij ter beschikking werd gesteld en op meer dan 25 km van de woonplaats van het personeelslid, en dat voor deze laatste een verplaatsingsduur van meer dan 4 uur per dag met behulp van het openbaar vervoer met zich zou meebrengen. Voor de toepassing van lid 2 worden de negentien gemeenten van het Brussels hoofdstedelijk Gewest als één gemeente beschouwd.

Hij mag echter later geen aanspraak maken op de betrekkingen die hij krachtens lid 2 zou hebben afgewezen. »

Art. 5. Artikel 17, § 8 wordt als volgt gewijzigd :

« § 8. 1° Indien een tijdelijk openstaande betrekking zich voordoet bij de inrichtende macht die de betrokken persoon ter beschikking stelde en indien deze reeds een betrekking bekleedt van onbepaalde duur of minstens tot aan het einde van het schooljaar bij een andere inrichtende macht, mag hij in deze betrekking blijven.

2° Indien een definitief openstaande betrekking zich voordoet bij de inrichtende macht die de betrokken persoon ter beschikking stelde en indien deze persoon reeds een betrekking van onbepaalde duur of minstens tot aan het einde van het schooljaar bij een andere inrichtende macht of bij dezelfde inrichtende macht bekleedt, wordt bedoelde persoon gemachtigd de nieuwe aangeboden betrekking te aanvaarden.

Het personeelslid mag echter zijn ambt pas na het einde van het schooljaar waarnemen behalve indien beide inrichtende machten hun akkoord geven om die persoon onmiddellijk te reffecteren. »

Art. 6. Dit besluit treedt op 1 september 1996 in werking.

Art. 7. De voor het onderwijs voor sociale promotie bevoegde Minister is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 7 oktober 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Begroting, Financiën, en Ambtenarenzaken, bevoegd voor het Onderwijs voor Sociale Promotie,  
J.-CL. VAN CAUWENBERGHE

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[97/27094]

#### Home « Doux Repos » Ordres nationaux

Par arrêté royal du 21 novembre 1996, Mme Alberte Davaine, directrice, est nommée Chevalier de l'Ordre de Léopold II à la date du 8 avril 1995.

### ÜBERSETZUNG

### DIENSTSTELLEN DES PREMIER-MINISTERS UND MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[97/27094]

#### Heim "Doux Repos" Nationale Orden

Durch Königlichen Erlaß vom 21. November 1996 wird Frau Alberte Davaine, Direktorin, am 8. April 1995 zum Ritter des Ordens von Leopold II ernannt.

### VERTALING

### DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER EN MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

[97/27094]

#### Bejaardentehuis "Doux Repos" Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 21 november 1996 wordt Mevr. Alberte Davaine, directrice, met ingang van 8 april 1995 benoemd tot Ridder in de Orde van Leopold II.

### MINISTERE DE LA JUSTICE

[97/9137]

#### Police judiciaire

Par arrêté royal du 17 février 1997, M. Trotteyn, J., officier-commissaire principal de première classe aux délégations judiciaires près le parquet du tribunal de première instance à Bruges, est nommé officier-commissaire en chef aux délégations judiciaires près le parquet du tribunal de première instance à Termonde, résidence Alost, à la date du 1er décembre 1996.

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

[97/9137]

#### Gerechtelijke Politie

Bij koninklijk besluit van 17 februari 1997 wordt de heer Trotteyn, J., officier-eerstaanwendend commissaris eerste klasse voor gerechtelijke opdrachten bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, op datum van 1 december 1996 benoemd tot officier-hoofdcommissaris voor gerechtelijke opdrachten bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, standplaats Aalst.

### MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

[96/16256]

#### Personnel. — Démission

Par arrêté royal du 28 octobre 1996, démission honorable de ses fonctions de secrétaire d'administration est accordée, à sa demande, à M. Detroux, Luc, à partir du 1er octobre 1996.

### MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

[96/16256]

#### Personeel. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 28 oktober 1996 wordt, met ingang van 1 oktober 1996, op eigen verzoek, eervol ontslag verleend aan de heer Detroux, Luc, uit zijn functies van bestuurssecretaris.